

LÉGATION DE SUISSE

Stockholm

Stockholm, le 12 septembre 1945.

R.P.no.47

Confidentiel

R. 21.9.45

Monsieur le Conseiller fédéral,

Rentré hier soir de mon séjour d'une dizaine de jours à Oslo, je me hâte de reproduire ici l'essentiel des impressions que j'en rapporte après y avoir rencontré pas mal de gens, Norvégiens et étrangers, officiels et particuliers.

Dès ma première visite au ministère des affaires étrangères, on me demanda si je ne désirais pas être reçu par le Roi. J'observai que je n'étais chargé d'aucune mission formelle pour lui, mais qu'il allait sans dire que je me féliciterais de pouvoir m'entretenir avec le Souverain et que ce serait apprécié à Berne. Peu de jours plus tard, je reçus une convocation au château royal et je commence par rapporter succinctement mon échange de vues d'une grande demi-heure avec le Roi parce que ce dernier a été, en réalité, le plus intéressant et instructif de tous mes interlocuteurs dans la capitale norvégienne.

L'accueil fut des plus simples et aimables. Le Roi se rassit sur le tabouret devant sa table de travail, où me parut régner quelque désordre, et m'invita à m'installer sur une chaise tout à côté de lui. Il me demanda si nous parlerions français ou anglais. Je répondis que les deux précédentes fois nous avions conversé en français, mais que j'étais tout prêt à m'entretenir en anglais, sur quoi le Roi répliqua que nous userions du français bien qu'il l'eût désappris pendant ses

Monsieur Max Petitpierre, Conseiller fédéral,  
Chef du Département Politique,

B e r n e .

années londoniennes. Et, en effet, il le parle avec plus de difficulté qu'il y a sept ans, ce qui ne l'empêche pas de s'exprimer avec vivacité. Le Roi est plus amaigri que vieilli; mais ses traits trahissent les souffrances morales endurées.

Mon interlocuteur se rapploit encore notre longue conversation de novembre 1938 au cours de laquelle nous avons beaucoup parlé de l'Allemagne, où je venais de passer près de six ans. Ce que j'avais à dire d'elle maintenant se greffait parfaitement sur mon jugement d'alors. Cette conversation avait lieu le jour même où le Roi s'embarquait pour rejoindre à Londres la Reine mourante.

Le Roi parle durement et non sans passion de l'ennemie d'hier. Il n'éprouve aucune pitié pour elle. Il blâme les Anglais et Américains sentimentaux qui voudraient la ménager. Il trouve illogique de vouloir placer l'Allemagne et les pays occupés par elle sur le même pied au point de vue de l'aide alimentaire, notamment, puisque ceux-ci ont souffert de la faim depuis des années, tandis que les Allemands étaient normalement nourris jusqu'il y a quelques mois. Par conséquent, les territoires jadis occupés d'abord, puis l'Allemagne, "s'il en reste". Le Roi me dit avoir sévèrement interpellé des évêques anglais en raison de leur commisération<sup>ex</sup> agérée. Les nazistes ont combattu et voulu détruire la religion et les églises. Hitler était, pour elles, le diable. Or, on ne lui tend pas la main secourable quand on l'a abattu. Mes prudentes allusions à l'intérêt qu'avait pour l'Europe le maintien de l'ordre social en Allemagne aussi bien que dans les autres pays n'ont pas fait dévier le Roi de sa position très fermement prise.

Nous avons naturellement parlé de la Suisse également. Le Roi a manifesté sa chaude reconnaissance pour ce qu'elle fit déjà et fait encore pour la Norvège, un sentiment que j'ai retrouvé chez tous mes interlocuteurs norvégiens. J'ai rappelé, de mon côté, dans quel esprit l'aide suisse était offerte. J'ai donné au Roi quelques éclaircissements sur notre attitude

- 3 -

à divers égards pendant les longues années de guerre. Je lui ai confirmé notre sympathie particulière pour les États attaqués, envahis et occupés, à l'endroit desquels il n'y avait pas, pour nous, de soi-disant neutralité d'esprit et de jugement, conceptions d'ailleurs tout à fait impropres. Nous approuvions dans notre conscience l'attitude combattive, la résistance opiniâtre de leurs populations violentées pour la simple raison déjà que le peuple suisse eût réagi de pareille manière dans des circonstances analogues.

Avant de quitter le Roi, je lui ai encore posé la question précise si, selon lui, les Allemands se proposaient de s'établir à demeure en Norvège. Je l'ai fait parce que diverses constatations personnelles m'amenaient à m'en convaincre, pour ma part. Le Souverain me répondit aussitôt qu'il n'y avait plus de doute à cet égard. Toute espèce de faits le prouvaient. Du reste, me dit-il, combien d'Allemands en Norvège n'ont-ils pas déclaré qu'ils étaient profondément reconnaissants à leur Führer de leur faire cadeau d'un si beau pays. Des travaux immenses comme ceux faisant de Drontheim une base navale de premier ordre parlent, de leur côté, un clair langage. Autre exemple: Il a été établi dans le plus beau site des environs immédiats d'Oslo, sur le flanc d'une haute colline boisée, après d'énormes travaux de terrassements, un cimetière de plusieurs milliers de militaires allemands. Il me paraît exclu que les Allemands aient pu songer à laisser ce souvenir d'une occupation odieuse à un pays entièrement libéré et redevenu indépendant. Il est maintenant question d'exhumer les morts pour les incinérer et renvoyer leurs cendres en Allemagne. Il ne devait pas nécessairement s'agir d'une annexion proprement dite. Ce pouvait être un protectorat de quelque sorte, pour le moins un État d'une souveraineté toute relative, grevée d'importantes bases navales, aériennes et

autres. C'en eût été fait de l'indépendance non seulement de la Norvège, mais encore du Danemark et de la Suède aussi, soit du nord européen dans son ensemble. Ces vues royales se trouvent confirmées par des déclarations que j'ai recueillies ailleurs.

Le Ministre des affaires étrangères, M. Trygve Lie, a été des plus cordiaux, quoique moins communicatif que le Roi lui-même. Je retiens de ce qu'il m'a dit trois choses: La Norvège est émue et reconnaissante de l'aide amicale de la Suisse. Toute représentation de notre pays sera ici la bienvenue. Il nous a envoyé en la personne de M. Skylstad son collaborateur le plus étroit de ces dernières années, un ami éprouvé de la Suisse, qui a préféré le poste de Berne à d'autres, comme Paris ou même Stockholm, qu'il aurait pu avoir s'il l'avait voulu. Déjà, d'ailleurs, le nouveau ministre a épousé une Suissesse.

Ce que j'appris de plus nouveau chez le secrétaire général du ministère c'est qu'au moment de la capitulation allemande, il y avait en réalité encore 400.000 Allemands en Norvège, chiffre qui fut une surprise complète pour tout le monde. L'estimation des instances norvégiennes était de la moitié. A Stockholm, personne n'articulait non plus un chiffre dépassant 200.000. L'erreur ne peut s'expliquer que par l'immensité du territoire norvégien et l'inaccessibilité de certaines de ses régions. Rétrospectivement, on tremble donc ici à la pensée de ce qu'eût été une lutte finale en Norvège, qui aurait effectivement pu durer des mois, si ce pays n'avait pas été compris dans la capitulation, ce qu'on a pu craindre un moment.

Maintenant, l'évacuation des Allemands restants, près de 200.000 encore, se poursuit et sera vraisemblablement terminée d'ici deux mois. On voit encore souvent des militaires allemands circuler en automobile, camion ou moto-

- 5 -

cyclette, munis d'un drapeau blanc. Personne ne les moleste. La discipline de la population à leur égard est exemplaire.

Quant aux militaires américains et britanniques, très visibles, ils sont encore assez nombreux, bien que leur évacuation ait aussi commencée depuis quelque temps déjà. Sauf quelques groupes isolés, ils doivent être partis à la fin de l'année. Malgré tout, on s'en félicitera ici, où on les trouve plutôt encombrants, maintenant qu'il n'y a plus personne à combattre ni à protéger. Entretemps, la "fraternisation" prospère ostentativement, peut-être comme contre-poison à la précédente, mais l'une et l'autre au déplaisir de la jeunesse masculine norvégienne. Cela ne veut pas dire pourtant que les soldats amis puissent tout se permettre. Je fus moi-même témoin, le jour de mon arrivée à Oslo, d'un petit incident significatif. Un militaire britannique s'était installé, avec deux enfants norvégiens qu'il accompagnait, dans une classe du chemin de fer à laquelle les billets ne leur donnaient pas droit. Le conducteur lui en fit l'observation, en l'invitant à changer de voiture. L'uniformé ne voulant obtempérer, l'employé insista absolument. La discussion s'animant, les voyageurs norvégiens vinrent à la rescousse du conducteur et le Britannique se décida alors à battre en retraite.

Le principal sujet des conversations de la capitale n'a pas même été, comme on aurait pu le supposer, le procès Quisling, mais les prochaines élections, au Storting en octobre, municipales en novembre. Certes, si Quisling n'avait pas été condamné à la peine capitale, il y aurait eu grande excitation, sinon des troubles plus sérieux.

Cependant, les élections ont une tout autre importance pour le prochain avenir du pays. D'une manière générale, on admet une poussée vers la gauche, c'est-à-dire un renforcement du parti travailliste, soit social-démocrate, au dépens des bourgeois, mais nullement l'avènement des

communistes. Pourtant, le chef du gouvernement Gerhardsen, homme intelligent et généralement apprécié, malgré son humble origine, recherche, à la différence de son collègue suédois, la collaboration des communistes, préférant l'élargissement de la base électorale à la simplification du programme gouvernemental.

Il est intéressant et, en même temps, réconfortant de constater le rapprochement qu'a provoqué entre personnalités de différents camps politiques et sociaux le séjour prolongé en commun dans les camps de concentration allemands, avant tout Grini, où ont passé une vingtaine de mille de patriotes norvégiens. Là ont peiné et abominablement souffert, côte à côte, l'actuel président du conseil, des chefs communistes, de riches armateurs, des intellectuels et étudiants, des ouvriers, des représentants de toutes les couches de la population, pêle-mêle. Entre eux, la lutte électorale ne saurait prendre aujourd'hui la forme violente d'antan ou d'un avenir plus lointain, peut-être.

La préoccupation dominant toutes les autres chez les gens sérieux, ayant le sens des responsabilités, est le problème du travail. Très généralement, on a perdu l'habitude et plus encore le goût du travail. On a servi la patrie sous toutes les formes imaginables, en guerroyant, naviguant, sabotant, faisant la grève dite perlée, mais non pas en travaillant avec et pour l'occupant. Et puis, on est fatigué, affaibli, libéré, de retour après une longue séparation. Il convient de jouir de nouveau de la vie, du merveilleux été nordique. Il s'y ajoute qu'il n'y a encore presque rien à acheter. A quoi bon alors gagner de l'argent. Des industriels déclarent que leurs ouvriers ne produisent souvent pas plus d'un cinquième ou sixième de la quantité normale. Il est donc compréhensible qu'une réelle inquiétude se constate dans des milieux étendus et plus spécialement dans le cercle officiel.

La situation alimentaire, difficile jusqu'il y a peu de temps, s'améliore maintenant de jour en jour. La farine et

- 7 -

le pain blancs ont fait leur réapparition. On retrouve des légumes et des oeufs, mais pas encore de viande. On voit même des oranges et des bananes, celles-ci réservées aux enfants, quoiqu'à des prix inabordables pour les pauvres gens. Ce qui fait encore entièrement défaut ce sont les tissus et vêtements et surtout les souliers. C'est là, par conséquent, que notre aide devrait continuer à agir.

Ainsi que cela m'a été déclaré de tous côtés, le pays se trouve vidé de tout. Les magasins n'ont absolument rien à offrir. Et l'approvisionnement se complique du manque total de devises étrangères, précisément de francs suisses et de couronnes suédoises. Mais, pour la Suède, il y est suppléé par d'importants crédits commerciaux.

Les Allemands ont prélevé à la Banque de Norvège pour onze milliards de billets, dont 1 1/2 milliard est encore en circulation. Les deux derniers jours de ma présence à Oslo, j'ai justement assisté au début de l'échange général des billets de banque. Cent couronnes par personne sont échangées sans autre. Pour le surplus, 40 % sont retenus et versés à un compte spécial à la Banque de Norvège. Le but essentiel de l'opération est de faire apparaître les gains des profiteurs de guerre, très nombreux dit-on, et de réaliser, en même temps, une certaine déflation. Tout cela s'est passé dans un ordre rigoureux.

Au cours de mes visites officielles, je me suis encore entretenu d'un certain nombre de questions spéciales intéressant la Suisse, telles que la distribution de nos secours alimentaires, de l'envoi à Zurich, notamment, d'étudiants norvégiens, de l'introduction d'un système de contrôle des futures importations norvégiennes en Suisse analogue à celui convenu avec la Suède. Je ferai rapport sur ces différents sujets aux Services que cela concerne.

Je suis, enfin, allé voir la plupart de mes collègues étrangers, d'ailleurs encore peu nombreux. Oslo

- 8 -

compte actuellement trois ambassadeurs: de Grande-Bretagne, des Etats-Unis d'Amérique et de l'URSS. Un quatrième, celui de France, est sur le point d'arriver. Les ministres de Danemark et de Suède sont accrédités auprès du Roi de Norvège, le premier depuis 1939, le second depuis le printemps de 1940, comme successeur de M. Günther, le ci-devant ministre des affaires étrangères.

Je reste, ayant présenté mes lettres de créance à Oslo en novembre 1938, le doyen d'ancienneté, le doyen en rang étant l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Laurence Collier. Celui-ci m'a appris qu'il était destiné à la Suisse et déjà agréé lorsqu'arrivé à Berne en août 1939, il fut subitement rappelé à Londres le lendemain de la signature du pacte germano-russe. Il put tout juste atteindre avant l'ouverture des hostilités la capitale britannique, où il fut retenu et accrédité par la suite auprès du Roi de Norvège, qu'il suivit à Oslo en mai dernier.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

